



Association Départementale PEEP 13

46 rue Sainte Victoire 13006 Marseille

site internet: ad13.peep.asso.fr

Monsieur Pierre Dartout

Préfet de région Provence-Alpes-Côte
d'Azur et préfet des Bouches-du-Rhône
1 rue Edmond Rostand
13006 Marseille

Marseille, le 7 octobre 2018

Objet : demande de médiation entre la ville de Marseille et les syndicats représentatifs des agents territoriaux

Monsieur,

Les familles des écoles publiques de Marseille ont subi en janvier, février 2018 de multiples grèves de cantine pour des motifs nationaux avant d'être confrontées au mois de juin à trois semaines d'intenses mobilisations pour des revendications locales. Après une période de négociation avec la ville, les responsables syndicaux recommencent en ce début de mois d'octobre à appeler les agents territoriaux à cesser le travail.

Pour les parents, cette situation n'est plus tolérable. La plupart se retrouvent en grande difficulté dans leur organisation personnelle et professionnelle. C'est prioritairement le cas des familles monoparentales ou celles dont les proches éloignés ne peuvent pas prendre en charge les enfants.

Les annonces tardives des grèves compliquent les démarches vis-à-vis des employeurs. Les conséquences peuvent être dramatiques pour les parents dont certains ont perdu leur emploi.

Au-delà des questions d'organisation, c'est l'école publique dans son ensemble et dans son fonctionnement ainsi que le principe d'égalité des chances qui sont mis en danger :

- Hausse de l'absentéisme au détriment des apprentissages. En fin d'année scolaire, les mouvements ont avancé la trêve estivale de 3 semaines pour certains enfants.
- Dégradation du climat scolaire et de la relation parents-école qui est longue à construire. La multiplicité des revendications crée de la confusion auprès des familles qui se sentent prises en otage.

La mairie ne parvient plus à gérer le personnel en charge du service de restauration et semble se trouver dans une impasse. Le dialogue ne fonctionne plus. La bonne marche de l'école publique à Marseille ne peut plus seulement dépendre des négociations permanentes entre les agents territoriaux et la ville sur des problématiques contractuelles. Ces mouvements touchent à l'école et à la structure familiale dans leur globalité. L'impact dépasse le cadre de la non distribution des repas. Le droit de grève et l'absence de contrainte de service minimum pour la restauration scolaire constituent une véritable menace pour l'avenir de l'enseignement public au sein de la ville.

C'est en tant que représentant de l'état sur le territoire, garant du bon fonctionnement des administrations, de la réussite éducative et de l'égalité des chances que la PEEP 13 vous demande de mettre en place une **médiation entre la ville et les syndicats afin de sortir rapidement et de façon pérenne de cette situation**. Nous comptons sur votre intervention et les dispositions que vous pourriez prendre pour assurer la continuité du service public éducatif et le bon fonctionnement d'une profession en lien avec les enfants.

L'équipe de la PEEP 13 et moi-même restons disponibles afin d'échanger sur ces problématiques et vous prions de croire, Monsieur, en l'expression de nos sincères considérations.

Monsieur Claude Ferchat

Président de la Fédération PEEP des Bouches-du-Rhône

Tél : 06 76 04 39 61